

L'HEBDO QUI CLIC

cgtlehavre.fr

la
cgt
LE HAVRE

Hebdomadaire électronique de l'Union des syndicats CGT du Havre

Directeur de publication : Pierre LEBAS

119 Cours de la République 76600 LE HAVRE – cgtlehavre.fr - 02 35 25 39 75

80

Nouveaux
syndiqués
Depuis le
1^{er} janvier
2012

308



Au sommaire du 21 mars 2012 :

Un bilan antisocial :	Page 2
Tract de l'UD pour le 22 mars / Sauvons nos emplois :	Pages 3 et 4
Association des résidents du foyer Brindeau / Tract pour le 24 mars :	Page 5
Articles de presse :	Pages 6 et 7
L'agenda revendicatif de mars :	Page 8
En direct des protocoles électoraux :	Page 9
Le programme de formation syndicale de l'UL :	Page 10
L'hebdo pratic' :	Pages 11 et 12



Un bilan antisocial

Cliquez sur les différents points pour avoir le détail !

- ▶ [1. Egalité femmes/hommes : des promesses non tenues !](#)
- ▶ [2. Salaires et pensions au régime sec !](#)
- ▶ [3. Actionnaires et patronat grands gagnants](#)
- ▶ [4. Le candidat du « travailler plus pour gagner plus » est devenu le Président du chômage de masse](#)
- ▶ [5. L'échec de la défiscalisation des "heures sup"](#)
- ▶ [6. Souplesse pour les entreprises et contraintes pour les salariés.](#)
- ▶ [7. Remise en cause des acquis et casse du système de protection sociale](#)
- ▶ [8. Fonction publique, services publics : Un bilan catastrophique](#)
- ▶ [9. Déficit : Conséquence de la politique du gouvernement et alibi pour l'austérité](#)
- ▶ [10. Démocratie : La citoyenneté au travail malmenée](#)
- ▶ [11. Immigration et travailleurs sans papiers : Une mauvaise politique doublée d'un flirt avec le front national.](#)
- ▶ [12. Lutte contre les discriminations : suppression de la Haute Autorité](#)
- ▶ [13. Libertés publiques : dégradation de l'accès à la justice, y compris pour les prud'hommes](#)
- ▶ [14. Environnement : La fanfare du Grenelle vire à l'eau de boudin](#)
- ▶ [15. Logement et politique de la ville : un Etat illégal, une crise humanitaire, une atteinte à la dignité](#)

Le 22 mars 2012

Sauvons nos emplois...

L'argent existe :

Le PIB

(Richesses produites en France)

En 2008 : **1.951**
milliards d'euros.

En 2011 : **1.995**
milliards d'euros.

Les entreprises du
CAC 40 ont enregistré
73,8 milliards
d'euros de bénéfices
en 2011.

210 milliards
d'euros, de
dividendes versés par
les entreprises non
financières en 2010
contre seulement
182 milliards d'euros
d'investissement.



La CGT s'adresse à vous, en cette période de crise dont les salariés ne sont pas responsables, mais à qui, on demande de payer l'addition.

La crise actuelle n'est pas qu'une crise de la finance.

Le ralentissement économique engagé depuis plusieurs mois, qui nous mène tout droit vers la récession, provient également des choix gouvernementaux et patronaux. Des choix désastreux pour l'emploi et le pouvoir d'achat des salariés.

La mainmise des marchés financiers sur l'ensemble de l'économie et sur les choix de société, n'a fait qu'aggraver notre situation, que l'on soit salarié, retraité ou privés d'emploi.

Il faut combattre la spéculation,

Derrière les discours, il y a les actes... En cette période de campagne présidentielle et législative, tout est bon pour convaincre. N'avons-nous pas entendu qu'il faudrait « moraliser le capitalisme », ou « revaloriser le travail », pour la CGT, cela se traduit par « favoriser les actionnaires et les plus riches ».

La CGT propose :

- 1) De mettre en place rapidement, un véritable dispositif pour financer l'emploi (autre, que les mesures inefficaces, établies jusqu'alors, mesures d'exonérations des entreprises (172 milliards), qui ne servent qu'à renflouer les caisses du patronat et des actionnaires).
- 2) D'investir pour une véritable politique industrielle en développant, les services publics.

La défense de l'industrie Française est redevenue un thème majeur de la campagne présidentielle.

La quasi-totalité des candidats multiplie les déclarations sur le thème : « Il ne peut pas y avoir de développement économique sans une industrie forte ».

D'autres choix existent, la CGT propose :

- ▶ Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux (SMIC à 1700€).
- ▶ Contrôler les aides publiques aux entreprises.
- ▶ Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements.
- ▶ Supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires.
- ▶ Stopper les suppressions d'emplois.
- ▶ Développer les politiques publiques et les moyens des services publics.
- ▶ Réformer la fiscalité en profondeur.
- ▶ Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour l'investissement productif.
- ▶ Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.
- ▶ Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique.

Pour imposer ces choix

Rien ne se fera, sans la mobilisation des salariés...

Tous sur le pont pour défendre l'emploi industriel.



L'argent existe :

**Les milliardaires
n'ont jamais été
aussi nombreux**
dans le monde.

140, il y a 25 ans.

1210, en 2011.

1226, en 2012.

**Le montant de leur
fortune : 3.516**
milliards d'euros.

En 2010, **182** milliards
d'euros seulement sont
allés à

l'investissement, dans
les entreprises.

Dans le même temps,
en France, **8,2** millions
de personnes vivent
sous le seuil de
pauvreté.

700.000 emplois = 2
milliards d'euros dans
les caisses pour le
financement de notre
protection sociale.

Tout le monde s'agite, mais les questions demeurent.

Les promesses électorales ne manquent pas, après ce saccage de l'outil industriel : **300.000** emplois perdus, pendant le quinquennat de Sarkozy et des centaines d'entreprises qui ont mis la clé sous la porte.

Depuis 2008, nous avons été confrontés, en Seine Maritime, à des plans sociaux ou à des fermetures d'entreprises : Plastic-Omnium, Faurecia, Sonas, Morault, Autoliv, Emt, NpcLear, Johnson-Controls, Rexel, Gevelot, Novacel, Timken, Gardy, Sika, Techni Bureau, Ici Paints, Isotherma, Cooper, etc... L'avenir incertain chez Pétroplus, Total, Legrand Normandie, Paris Normandie, Renault Sandouville, Triage SNCF de Sotteville, la casse des services publics. **Tout ceci, doit nous faire réagir.**

La Seine maritime a des atouts pour développer l'industrie :

1^{ère} façade maritime de France, avec **2** grands ports maritimes : **Le Havre**, et **Rouen**. **3** ports de commerce avec Dieppe, Fécamp et le Tréport.

1^{er} département français pour le raffinage de pétrole et pour le secteur verrier, avec le flaconnage de luxe dans la vallée de la Bresle. La filière papetière y est également présente, l'automobile avec Renault, le secteur énergétique avec les centrales du Havre, Paluel et Penly, le secteur aéronautique et électronique, l'industrie linière et pharmaceutique. Des centaines de sous traitants, de pme/pmi, qui accompagnent nos industries.

98.000 salariés, grâce à leur savoir faire, contribuent à notre économie, en hissant notre département au **5^{ème}** rang français en terme de puissance économique, avec un PIB (*richesse produite*) de plus de **29 milliards**.

Nous devons réagir, ensemble...

Pour relancer l'industrie dans notre département de produits et de très nombreux biens d'équipements et de consommations qui sont aujourd'hui importés.

En participant le 22 mars, au MEETING

à 12h, devant l'usine **LEGRAND NORMANDIE** à MALAUNAY

Barbecue de solidarité avec les salariés en lutte de Seine Maritime.



*La France se doit de garantir les valeurs démocratiques.
Mais, en pratique, y respecte-t-on, réellement les droits et la dignité des citoyens et des personnes?
Comment réagir contre des pratiques qui se révèlent discriminantes ?
Des citoyens ont-ils le droit et les moyens de s'opposer à ces pratiques ?*

**L'association des résidents du Foyer Brindeau conteste et mène des actions depuis 6 mois contre l'opération de démolition et reconstruction d'une résidence sociale.
Elle revendique avec les associations et les personnes qui soutiennent leurs actions une réhabilitation totale du foyer respectant leurs droits de locataires et de résidents havrais présents depuis des dizaines d'années.**

Cette opération se traduirait par la réalisation, programmée pour 2015, d'une structure pouvant accueillir 140 personnes contre 288 chambres actuellement. Alors qu'un contre-projet élaboré avec un architecte montre qu'une rénovation est possible à moindre coût avec maintien d'environ 200 chambres. En fait, l'opération vise surtout à supprimer toute structure de vie collective (cuisine, plusieurs salles pour toutes les réunions, les activités collectives, la formation, espaces de convivialité, etc...)

Ce foyer, inscrit depuis de nombreuses années au plan national de rénovation, a vu son état se détériorer suite à l'absence d'entretien normal par le propriétaire (IBS) et l'organisme gestionnaire (AFTAM).

Les menaces de fermeture de M. le Sous-préfet, sont la conséquence de cet état d'abandon. Il appartient au gestionnaire et au propriétaire d'y apporter les corrections.

Le foyer, par moitié, accueillait également des demandeurs d'asile dont les dossiers sont en instruction. Certains ont déjà fait l'objet de transfert vers d'autres structures et d'autres opérations sont programmées. L'on mure les chambres au fur et à mesure que l'on fait partir les habitants, alors que l'on sait que le 115 ne suffit pas à assurer les hébergements d'urgence et que des gens sont aujourd'hui à la rue (y compris des enfants).

**L'association des résidents du Foyer Brindeau appelle donc à une marche de Solidarité,
Français-Immigrés, pour le respect et la dignité,**



**Le SAMEDI 24 MARS
RETROUVONS NOUS TOUS ENSEMBLE
A 15 H A LA GARE DU HAVRE
POUR MARCHER
JUSQU'A L HOTEL DE VILLE**



De lois en codes, de décrets en circulaires, les gouvernements successifs n'ont cessé de légiférer pour réduire, à chaque fois, à peau de chagrin les droits des migrant-e-s faisant du migrant le bouc émissaire, dans une surenchère sécuritaire et raciste.

50 ans après les indépendances, la France continue de soutenir, au delà de son « pré carré » en Afrique, des régimes dictatoriaux et corrompus, tout en restreignant comme jamais auparavant le droit d'asile pour celles et ceux qui sont persécutés.

50 ans après les indépendances, les habitants français et étrangers des quartiers populaires, et les jeunes, surtout s'ils sont originaires du Maghreb et d'Afrique noire, sont toujours considérés comme des ennemis intérieurs.

L'attaque brutale à l'encontre des droits des migrants sert la même politique que celle qui amalgame les chômeurs à des « assistés », les malades à des « profiteurs », les salariés, fonctionnaires ou retraités à des « privilégiés ». Elle ne sert qu'à diviser les citoyens, les travailleurs et les peuples, à faire peur et à faire douter de l'avenir de notre société.

Appel soutenu par ACI, AHSETI, COPAF, ChOC, Femmes Solidaires, RESF, CGT, SOLIDAIRES.

Articles lus dans la presse

Lu dans l'@ lettre de l'UGICT N°390

BILLET DE LA SEMAINE



PRÉSIDENTIELLE QUI VEUT LA PEAU DES SYNDICATS ?

Avec la répression musclée d'une délégation de 200 salariés d'Arcelor Mittal devant le siège du candidat Sarkozy, on a assisté la semaine dernière à une véritable hystérie anti-syndicale et particulièrement contre la CGT dans les rangs de l'UMP. Comment s'en étonner ? Il s'agit rien moins que d'une accélération de la charge menée par Nicolas Sarkozy contre les corps intermédiaires. Ainsi, lors de son discours de Marseille, il accusait les syndicats « *qui s'interposent parfois entre le peuple et le sommet de l'État, qui prétendent souvent parler au nom des Français et qui en vérité confisquent la parole des Français. (...) Ce ne sont pas les Français qui sont rétifs aux réformes mais les corps intermédiaires qui n'aiment rien tant que l'immobilisme* », a-t-il dit, s'en prenant une nouvelle fois aux « élites » et en réaffirmant sa volonté de « *rendre la parole* » aux Français via des référendums. Les bornes n'étant pas complètement franchies il avait cru bon d'ajouter : « *Quand on aime la France, on n'est prisonnier d'aucun groupe de pression, d'aucun syndicat, d'aucune clientèle, d'aucune communauté* ». On est en plein délire. Cette charge antisyndicale contre des groupes qui selon

ses propos n'aiment pas la France fait froid dans le dos. Cette haine des corps intermédiaires fait irrésistiblement penser à la montée des fascismes dans l'Europe des années 30. Entre Marine Le Pen qui qualifiait d'« *émeutiers* » les millions de manifestants opposés à la réforme des retraites et les insultes de Nicolas Sarkozy, il n'y a clairement plus de frontières. Mais comment pourrait-il en être autrement ? La perméabilité idéologique est avérée depuis longtemps sur maints sujets. La nécessité impérieuse de faire les poches de l'extrême droite pour espérer figurer au second tour n'est un mystère pour personne. Mais plus fondamentalement, cette haine des syndicats, ce mépris pour le dialogue social aura été une constante de ces cinq années. La CGT n'a pas de leçons à recevoir quant à sa légitimité. Quand selon de bonnes sources, l'UMP ne compterait guère plus de 15 000 membres, la CGT à elle seule syndique plus de 669 000 salariés. Quand une adhésion à l'UMP peut être un sésame dans l'immobilier ou pour un emploi public, prendre une carte syndicale et singulièrement celle de la CGT constitue encore trop souvent un risque. Ce quinquennat aura été marqué par les limitations du droit de grève, par un usage des réquisitions pour lequel la France a été pointée par l'Organisation Internationale du Travail. Ces cinq années auront été une succession de viols du dialogue social sur des sujets aussi importants que les retraites notamment. Alors n'en déplaise, la CGT ne saurait être neutre au moment d'un rendez-vous démocratique aussi important. Elle a choisi de ne faire campagne pour personne, mais il est de sa responsabilité de ne pas laisser l'amnésie s'installer pour masquer le bilan antisocial de Sarkozy et de rappeler à tous les candidats ses revendications et ses propositions afin quelles soient au cœur du débat. La CGT en appelle donc à « *changer de politique* » et à « *conquérir la justice sociale* ».

TRAVAIL MOINS DE CONTRAINTES PHYSIQUES MAIS PLUS INTENSE



Selon une étude de la Dares (ministère du Travail) publiée vendredi 16 mars, les salariés du privé ont subi depuis 1994 une intensification du travail, mais dans le même temps, ont vu leur exposition aux contraintes physiques diminuer. « *L'intensité du travail est l'une des principales dimensions des facteurs psychosociaux de risque au travail* », souligne la Dares, expliquant que la mesure de ces risques repose sur différentes variables, comme les contraintes de rythme, l'exposition à des objectifs irréalistes ou flous, des instructions contradictoires ou encore des interruptions répétées d'activité. Les auteurs de l'étude soulignent que « *la demande psychologique, définie comme la charge mentale qu'engendre l'accomplissement des tâches tend à augmenter entre 2003 et 2010 pour toutes les catégories professionnelles* ». Cette situation qui s'accompagne d'une baisse de la latitude décisionnelle des salariés engendre un net accroissement de la proportion de salariés en situation de « *job strain* », c'est à dire de « *tension au travail* ». Ces résultats sont issus du dernier volet de l'enquête SUMER (Surveillance médicale des expositions aux risques professionnels), réalisée en 2009-2010 par 2 400 médecins du travail auprès de 48 000 salariés représentatifs du privé et du public.

Les Echos

Mardi 20 Mars 2012

Industrie Sidérurgie

Florange : les syndicats d'ArcelorMittal promettent de nouvelles actions

Un mois jour pour jour après le début de la mobilisation à Florange, les négociations avec la direction d'ArcelorMittal sont au point mort. Les syndicats, qui s'étaient promis d'être le « cauchemar du gouvernement », n'ont pas obtenu de garanties sur le redémarrage des deux derniers hauts-fourneaux lorrains, mis en sommeil depuis plusieurs mois.

L'intersyndicale CFDT-CGT-FO a décidé hier de poursuivre le mouvement, après les échauffourées de la semaine dernière au pied du siège de campagne de Nicolas Sarkozy. « Nous allons continuer les actions. Nous réfléchissons à de nouveaux blocages », indique Patrick Auzanneau, délégué syndical central CFDT.

Parmi les prochaines actions prévues : une manifestation le 22 mars à Florange, pour laquelle le syndicat CGT espère faire venir « des milliers de métallos » français, belges, luxembourgeois et allemands. Les syndicats avaient opté pour des blocages plutôt que pour une grève,

puisque les installations concernées par la restructuration sont déjà à l'arrêt. Les salariés travaillant sur les lignes encore en fonctionnement sont aussi soucieux de préserver leur emploi.

Conséquences à long terme ?

La CFE-CGC, de son côté, s'est désolidarisée des autres syndicats, craignant que les blocages ne pénalisent les livraisons. La direction affirme que le mouvement n'a pas eu de conséquence majeure : « Pour l'instant, les blocages ont été sporadiques. Il n'y a pas eu d'impact sur la production ou sur les délais de livraison », affirme Hervé Bourrier, PDG d'ArcelorMittal France.

Ce n'est pas l'avis de la CFE-CGC, qui redoute des conséquences à long terme pour l'usine de Florange. « Le groupe a décidé de fabriquer certains produits sur d'autres sites, comme Gand ou Liège. Certains clients qui avaient Florange comme fournisseur exclusif ne veulent plus que l'usine reste fournisseur unique pour éviter d'être pris en otage », déclare

François Pagano, représentant CFE-CGC à Florange. Ce serait le cas notamment de Peugeot-Citroën, qui avait jusqu'à présent Florange comme seul fournisseur pour la 208, dont le lancement est prévu à la fin du mois. PSA aurait demandé à ArcelorMittal de proposer une deuxième filière d'approvisionnement pour ce véhicule clef pour son avenir.

L'intersyndicale CGT-FO-CFDT a refusé de rencontrer le chef de l'Etat hier, en raison de l'accueil reçu par les 150 salariés de Florange venus jeudi à Paris pour manifester devant le siège de campagne de Nicolas Sarkozy, dont ils ont été chassés avec du gaz lacrymogène par les CRS. La CFE-CGC, qui avait accepté l'invitation du président de la République, a finalement été reçue hier après-midi par le secrétaire général de l'Elysée.

**INGRID FRANCOIS-
FEUERSTEIN, IN. F.**

L'AGENDA REVENDICATIF

MARS



Education : le 21 mars. Face au gouvernement qui veut brader l'éducation de nos enfants, qui va se traduire par des suppressions de postes d'enseignants et des fermetures d'écoles en Seine Maritime, l'UD vous appelle à participer au rassemblement organisé par la CGT éducation, le :

Mercredi 21 mars, 16h30, devant la Préfecture.

Ensemble, exigeons des moyens nécessaires au bon fonctionnement du service public d'éducation.



JOURNÉE D'ACTIONS POUR L'EMPLOI ET LA REINDUSTRIALISATION DANS NOTRE PAYS

TOUS SUR LE PONT !

Rendez-vous de 07h00 à 09h00

sur le Pont de Normandie

pour une distribution de tracts !



L'association des résidents du Foyer Brindeau appelle donc à une marche de Solidarité, Français-Immigrés, pour le respect et la dignité,

**Le SAMEDI 24 MARS
RETROUVONS NOUS TOUS ENSEMBLE
A 15 H A LA GARE DU HAVRE
POUR MARCHER
JUSQU'A L HOTEL DE VILLE**



En direct des protocoles d'accords électoraux...



Protocoles signés chez :

- ➡ Ecole de Management de Normandie
- ➡ TLMC (Transport de denrées périssables)
- ➡ DISNOR LEADER PRICE
- ➡ JAMAIN

Négociations à venir chez :

- ➡ APF le 23 mars

Faites parler de la **CGT** pour les élections à venir dans ces différentes entreprises auprès de vous : connaissances, amis, famille...

Pour présenter une liste **CGT**, et pour voter **CGT** !

Programme Formation Syndicale 2012

Union Locale CGT du Havre

NOUVEAUX MODULES AJOUTES !

Janvier

Du 16 au 20 ⇒ Niveau I

26 et 27 ⇒ Rédiger un tract /
Communication / Prise de parole

Juin

Du 04 au 08 ⇒ Niveau I

28 et 29 ⇒ Rédiger un tract /
Communication / Prise de parole

Février

16 et 17 ⇒ Délégué du Personnel

Annulé

Septembre

Du 24 au 28 ⇒ CHSCT

Mars

Du 19 au 23 ⇒ Niveau I

Octobre

11 et 12 ⇒ Délégué du Personnel

25 et 26 ⇒ Feuille de paie / Protection
sociale

Avril

Novembre

Du 26 au 30 ⇒ Niveau I

Mai

25 ⇒ Représentativité

Décembre

03 et 04 ⇒ Rédiger un tract /
Communication / Prise de parole

Réunions du collectif formation de l'UL à 09h00 :

Les 21 mai et 12 novembre

Coût des modules : 40 € par stagiaire repas compris

Coût du Niveau I : 80 € par stagiaire repas compris

Cependant le coût ne doit pas être un frein à la formation des syndiqués, l'UL regardera au cas par cas si le syndicat ne peut pas prendre en charge l'inscription.

l'hebdo pratique

***Des liens, des infos, des blogs :
La rubrique interactive de l'hebdo !***

Projet industriel Renault Sandouville, le projet industriel proposé par la CGT : <http://www.1projet-1avenir.com/>

Pétition à signer pour soutenir le camarade menacé de licenciement car il a refusé de couper l'électricité !

http://www.fnme-cgt.fr/pages/signer_petition.php?mess=ok&id_pet=26

Super montage vidéo sur la course à l'Elysée :

<http://www.youtube.com/embed/Rx81f1Z7qU0>

La « menace protectionniste », ce concept vide de sens :
« Le protectionnisme et ses ennemis » Par Frédéric Lordon



[Commander en ligne](#)

Des nouvelles aussi des Fralib :

<http://www.humanite.fr/politique/video-les-fralib-reprennent-la-bastille-avec-le-front-de-gauche-492476>

<http://www.humanite.fr/politique/front-de-gauche-la-reprise-de-la-bastille-en-direct-492470>

<http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/cent-vingt-mille-et-une-personne-a-112815>

Et les dernières publications du blog de l'UL :

<http://ulcqtlehavre.hautetfort.com/>



T.L.C.
Vacances

LOCATIONS
PRINTEMPS - ÉTÉ - AUTOMNE
2012

SÉJOURS

FRANCE

VOYAGES

-

CULTURE

-

LOISIRS

MER
MONTAGNE
CAMPAGNE



réseau
ANCAVTT

www.tlcvacances.fr
ensemble plus loin